

*La Ministre déléguée à l'intégration
à l'égalité des chances et à la lutte
contre l'exclusion
auprès du Ministre de l'emploi, du
travail et de la cohésion sociale*

Paris, le 13 JAN. 2005

La ministre déléguée à l'intégration, à l'égalité des chances et à la lutte contre l'exclusion

à

Mesdames et messieurs les préfets de département
-Directions départementales des affaires sanitaires et sociales
-Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
(pour attribution)

Monsieur le directeur général du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations

Monsieur le directeur de l'Office des migrations internationales

Madame et messieurs les préfets de Région (pour information)
-Directions régionales des affaires sanitaires et sociales
-Directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Circulaire DPM/ACI1/2005/23 du 13 janvier 2005 relative à la **généralisation du service public de l'accueil des primo-arrivants et du contrat d'accueil et d'intégration**

Objet :

extension à l'ensemble des départements du service public de l'accueil (SPA) des primo-arrivants et du contrat d'accueil et d'intégration (CAI)

Résumé : Modalités et calendrier de mise en place du SPA ; contributions attendues des opérateurs et formalisation locale des collaborations.

Texte de référence :

Circulaire DPM/ACI1/2003/537 du 24 novembre 2003

L'intégration et la lutte contre les discriminations constituent une priorité de l'action publique inscrite notamment dans le cadre du plan de cohésion sociale présenté en conseil des ministres le 30 juin dernier (troisième pilier : « égalité des chances ») et de la loi de programmation pour la cohésion sociale récemment adoptée.

La refondation de la politique de l'accueil des nouveaux arrivants admis au séjour en France en vue d'une installation durable, dont les orientations sont précisées par la loi susmentionnée, prévoit notamment la mise en place d'un **service public de l'accueil (SPA)**, dont la mise en œuvre sur l'ensemble du territoire est confiée à un nouvel opérateur public : **l'agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM)**. Cet établissement public est créé par rapprochement de l'Office des migrations internationales (OMI) et du Service social d'aide aux émigrants (SSAE), association dont les missions et les moyens seront transférés à l'Agence dans le courant du premier semestre 2005. L'établissement est notamment chargé de proposer à tout étranger bénéficiaire du SPA de conclure individuellement avec l'Etat un contrat d'accueil et d'intégration (CAI) précisant les conditions dans lesquelles le signataire bénéficie d'actions destinées à favoriser son intégration, dans le respect des lois et des valeurs fondamentales de la République française.

La présente circulaire a pour objet de vous indiquer les modalités et le calendrier de mise en place de ce service public de l'accueil sur l'ensemble du territoire dans la perspective de la **généralisation de l'offre du contrat d'accueil et d'intégration au 1^{er} janvier 2006**. Elle précise par ailleurs la nature de la contribution attendue de chacun des services et opérateurs directement associés à la mise en œuvre du SPA : services déconcentrés du ministère, OMI et SSAE (ANAEM en 2005), FASILD, ainsi que la formalisation des collaborations nécessaires.

1. Le schéma de déploiement du service public de l'accueil.

Dès le mois de juillet 2003, 12 départements ont progressivement mis en œuvre sur les plates formes d'accueil de l'OMI, au profit du public élargi bénéficiaire du nouveau dispositif, les prestations offertes dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration. Ce service a été étendu à 14 nouveaux départements dans le courant de l'année 2004, les modalités de cette diffusion faisant l'objet d'une évaluation permanente afin d'en tirer les enseignements permettant d'opérer en temps réel les ajustements nécessaires à un fonctionnement optimal et de préciser les conditions de développement du dispositif.

Il s'agit à présent **d'assurer la généralisation du CAI en 2005 sur la totalité du territoire, selon les modalités et le calendrier précisés en annexe à la présente circulaire** dont je vous demande d'assurer l'application, chacun pour ce qui vous concerne.

Je souhaite appeler tout particulièrement votre attention sur les orientations arrêtées pour cette opération :

- Les propositions d'organisation régionale ou interrégionale de l'OMI que je retiens pour 2005 permettront à l'ensemble des départements métropolitains de bénéficier du dispositif CAI d'ici la fin de cette année, en assurant cette offre de service à près de 110 000 personnes au total.
- Ces solutions organisationnelles répondent au double souci de rentabiliser au maximum les structures de l'Office (actuelles et à créer en 2005) et de valoriser le réseau actuel du SSAE (dont missions et moyens seront transférés à l'ANAEM en 2005) dans les

départements où cette association dispose d'un bureau. Elles permettront de couvrir 70 départements (dont 52 sur plate – forme OMI et 18 dans les bureaux départementaux du SSAE) d'ici la fin de l'année et une population potentielle estimée à près de 95 000 primo arrivants (soit près de 90 % du public cible).

- Dans les départements métropolitains non couverts par ce dispositif (soit une population potentielle de près de 15 000 bénéficiaires), la diffusion du CAI sera assurée par des personnels de l'Office, dans des locaux mis à disposition par les DDASS. Je demande à celles-ci de se mobiliser tout particulièrement pour trouver les locaux nécessaires, comme pour rechercher activement des solutions adaptées aux ressources locales dans les départements de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe (départements dans lesquels les prestations associées au contrat seront assurées à compter de janvier 2006). Les locaux proposés devront naturellement répondre aux normes en vigueur s'agissant d'établissements recevant du public et offrir une disponibilité garantie dans le temps.
- Ces solutions, qui privilégient une approche régionale ou interrégionale, tiennent compte tant des suggestions et avis formulés par les DDASS dans le cadre de la consultation organisée par la DPM que des capacités mobilisables par l'OMI.
- La période de démarrage prévisible du CAI dans chacun des départements concernés est indiquée en annexe; toutes précisions complémentaires utiles seront apportées ultérieurement par l'OMI, en fonction notamment des solutions trouvées pour l'accueil du public. **D'ores et déjà, ces éléments de calendrier permettent à chacun des opérateurs de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer dans les meilleurs conditions l'extension du dispositif.**

2. Les contributions attendues des services et opérateurs associés à la généralisation du CAI.

2.1 Les missions et obligations réciproques des opérateurs.

Le contrat d'accueil et d'intégration recueille un très fort taux d'adhésion auprès des publics auxquels sa signature est proposée. La généralisation de sa diffusion constitue un objectif particulièrement ambitieux dont la réalisation requiert la mobilisation soutenue et coordonnée de tous les acteurs du service public de l'accueil. C'est pourquoi j'invite chacun des partenaires concernés à s'impliquer activement dans la réussite de cette opération, pour les prestations dont il a la charge.

- La **DDASS** est chargée, sous l'autorité du représentant de l'Etat dans le département, d'élaborer et de mettre en œuvre le plan départemental d'accueil (PDA), cadre structurant de programmation d'actions territorialisées dans lequel s'inscrit désormais le SPA. Il lui revient à ce titre, en liaison avec la DDTEFP et dans le cadre du comité de pilotage du PDA, d'organiser une nécessaire articulation entre le SPA et les dispositifs de droit commun ainsi que d'établir des collaborations formalisées avec l'ensemble des partenaires de la politique publique d'accueil et d'intégration. Dans le cadre de ses missions, la DDASS veillera tout particulièrement à :
 - renforcer les liens entre le SPA et le service public de l'emploi (SPE) avec le concours de la DDTEFP, dans la perspective de faciliter l'accès aux dispositifs de droit commun des primo-arrivants signataires du CAI à la recherche d'un emploi

- ou d'une formation professionnelle; elle organisera notamment les passerelles utiles avec les futures maisons de l'emploi ;
- mobiliser les services de l'éducation nationale, notamment pour assurer une prise en compte adaptée des besoins spécifiques des mineurs de plus de 16 ans (accès à une formation linguistique ou civique, concrétisation d'un projet de formation professionnelle qualifiante ...), en liaison notamment avec les missions locales et les PAIO dont la contribution sera recherchée ;
 - assurer la coordination et la mobilisation du réseau des acteurs de l'accès aux droits, publics et privés, en vue de faciliter l'accès des populations concernées par le PDA et le SPA aux services et dispositifs de droit commun ;
 - solliciter le concours des collectivités territoriales à la mise en œuvre de la politique de l'accueil, tout particulièrement s'agissant des questions de transport, de garde des jeunes enfants et de service social (le service social départemental ayant vocation à devenir le pivot de l'orientation des signataires du CAI vers le droit commun).
- **L'OMI (puis l'ANAEM)** est chargé du service public de l'accueil sur l'ensemble du territoire : il est responsable à ce titre de l'organisation et de la mise en œuvre des prestations d'accueil offertes sur les plates-formes ainsi que de l'offre systématique du CAI et des prestations associées à la signature du contrat (prescription des formations, suivi des signataires). Avec le concours des personnels du SSAE, qui seront prochainement intégrés dans la nouvelle agence, il met en œuvre un service d'action sociale spécialisée, assuré notamment par des assistants de service social. Dans le cadre de ses missions, l'OMI veillera tout particulièrement à :
 - concevoir et mettre en place un système efficace de pilotage et de suivi des données relatives à la mise en œuvre du SPA et du CAI ;
 - assurer, selon des modalités adéquates, l'accompagnement personnalisé du signataire du CAI ainsi que le suivi administratif du déroulement du contrat, jusqu'à la clôture de celui-ci ;
 - garantir l'effectivité des engagements pris par les signataires du contrat, notamment par un système adapté de convocation, de prise de rendez-vous, de suivi des prescriptions et de relance des bénéficiaires, le cas échéant, en liaison avec le FASILD.
 - Le **FASILD**, qui participe au service public de l'accueil assuré par l'OMI (ANAEM), est chargé de la sélection des prestataires et du financement des prestations associées à la signature du CAI : prestations de formation (civique ; Vivre en France ; linguistique) et de bilan (de prescription et d'évaluation de compétences ; d'orientation pré-professionnelle). Dans le cadre de ses missions, le FASILD veillera tout particulièrement à :
 - garantir l'accès à une offre de formation de proximité, de qualité comparable sur l'ensemble du territoire, adaptée aux besoins des populations concernées et aux flux de bénéficiaires. L'offre retenue privilégiera l'accessibilité du service et sa disponibilité, une pédagogie adaptée aux besoins détectés, la souplesse dans l'intensité du parcours d'apprentissage de la langue française (possibilité de formations intensives, semi intensives, extensives) comme dans le choix des horaires (cours du soir, cours du samedi ...) ;
 - prendre toutes dispositions utiles pour apprécier le niveau et les causes de l'absentéisme constaté dans les formations et limiter la portée de ce phénomène, en

- lien avec les initiatives coordonnées par l'OMI pour assurer le suivi individualisé des stagiaires ;
- assurer pour le compte de l'Etat, selon des modalités appropriées, la délivrance de l'attestation ministérielle de formation civique (AMFC) et de l'attestation ministérielle de compétences linguistiques au niveau IV (AMCL) prévues dans le cadre du CAI.

2.2 La déclinaison locale du protocole d'accord national.

Le 24 juin 2003 la DPM, l'OMI et le FASILD ont signé le protocole d'accord ci-annexé, précisant les missions et obligations réciproques des opérateurs engagés dans l'expérimentation du CAI. Il est en cours d'actualisation pour tenir compte des adaptations rendues nécessaires par la généralisation du SPA et du CAI dans un cadre renouvelé par le vote de la loi de programmation pour la cohésion sociale. Il vous sera adressé dans sa nouvelle version dans les tout prochains jours. **Ce protocole devra être systématiquement décliné dans chaque département, sous l'égide des préfets (DDASS),** pour organiser la mise en place du SPA et associer tous les partenaires impliqués dans la diffusion du CAI. Vous voudrez bien assurer la mise au point de ce document, dont l'application devra être effective à la date de démarrage de la mise en œuvre du contrat, et en adresser une copie dès signature à la direction de la population et des migrations (sous direction de l'accueil et de l'intégration, bureau ACI 1). Vous veillerez à en assurer le suivi, selon les modalités qui vous paraîtront appropriées. J'attache un intérêt tout particulier au respect des dispositions prévues s'agissant des échanges d'informations entre opérateurs, qui conditionne l'efficacité globale du dispositif.

Je sais pouvoir compter sur la pleine implication de tous pour la réussite de cette nouvelle étape de généralisation à l'ensemble du territoire du service public de l'accueil et du contrat d'accueil et d'intégration. J'en suivrai la mise en œuvre avec la plus grande attention et vous demande de me tenir informée, par l'intermédiaire de la DPM, des difficultés auxquelles vous pourriez être confrontés dans l'application de la présente circulaire.

Nelly OLIN



**EXTENSION DU CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION - Année 2005
PROPOSITION D'ORGANISATION RÉGIONALE OU INTERRÉGIONALE**

Les prévisions de démarrage de la mise en œuvre du contrat d'accueil et d'intégration figurant dans ce tableau ne peuvent avoir, à la date du 27 septembre 2004, qu'une valeur indicative. En effet, ces prévisions sont subordonnées notamment à l'obtention par l'Office des crédits et postes budgétaires nécessaires et à la possibilité pour les DDASS de trouver des locaux adaptés aux séances d'accueil dans les départements où l'OMI ne dispose pas de structure propre.

**EXTENSION DU CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION
PROPOSITIONS D'ORGANISATION RÉGIONALE OU INTERRÉGIONALE**

| | Flux annuels prévisibles 2005 | Départements couverts au 31/12/2004 | Situation au 31/12/2005 | Date de démarrage |
|----------------------------------|-------------------------------------|---|---|----------------------|
| REGION ILE DE FRANCE | | | | |
| | 45600 | personnes | | |
| Essonne (91) | 3400 | PF OMI Montrouge, déplacement du public | PF OMI Montrouge, déplacement du public | |
| Hauts de Seine (92) | 5700 | PF OMI Montrouge | PF OMI Montrouge | |
| Seine-et-Marne (77) | 2500 | | PF OMI Montrouge, déplacement du public | Avril - mai 2005 |
| Val-de-Marne (94) | 4800 | | PF OMI Montrouge, déplacement du public | Avril - mai 2005 |
| Yvelines (78) | 3200 | | PF OMI Montrouge, déplacement du public | Avril - mai 2005 |
| Paris (75) | 9900 | PF OMI Paris Centre | PF OMI Paris Centre | |
| Seine-St-Denis (93) | 11300 | PF OMI Bagnolet | PF OMI Bagnolet | |
| Val d'Oise (95) | 4800 | PF OMI Bagnolet, déplacement du public | PF OMI Bagnolet, déplacement du public | |
| REGION NORD-PAS DE CALAIS | | | | |
| | 3400 | personnes | | |
| Nord (59) | 2800 | PF OMI Lille | PF OMI Lille | |
| Pas-de-Calais (62) | 600 | PF OMI Lille, déplacement du public | PF OMI Lille, déplacement du public | |
| REGION PICARDIE | | | | |
| | 2100 | personnes | | |
| Aisne (02) | 500 | | PF SSAE Amiens, déplacement du public | Avril - mai 2005 |
| Oise (60) | 1200 | | PF OMI Bagnolet, déplacement du public | Avril - mai 2005 |
| Somme (80) | 400 | | PF SSAE Amiens | Avril - mai 2005 |
| REGION CHAMPAGNE-ARDENNES | | | | |
| | 1400 | personnes | | |
| Ardennes (08) | 200 | | PF DDASS Châlons, déplacement du public | Mai-juin 2005 |
| Aube (10) | 500 | | PF DDASS Châlons, déplacement du public | Mai-juin 2005 |
| Haute-Marne (52) | 100 | | PF DDASS Châlons, déplacement du public | Mai-juin 2005 |
| Marne (51) | 600 | | PF DDASS Châlons | Mai-juin 2005 |

| | Flux annuels prévisibles 2005 | Départements couverts au 31/12/2004 | Situation au 31/12/2005 | Date de démarrage |
|-----------------------------|-------------------------------------|--|---|----------------------|
| REGION LORRAINE | | | Création d'une structure O.M.I à Metz (Moselle) | |
| | 2400 | personnes | | |
| Meurthe-et-Moselle (54) | 900 | | PFOMI Metz , déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Meuse (55) | 100 | | PFOMI Metz , déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Moselle (57) | 1400 | PF OMI Metz | PF OMI Metz | |
| Vosges (88) | 300 | | PF D.D.A.S.S Epinal | Avril-mai 2005 |
| REGION ALSACE | | | | |
| | 3400 | personnes | | |
| Haut-Rhin (68) | 1400 | | PF D.D.A.S.S. Mulhouse | Mai-juin 2005 |
| Bas-Rhin (67) | 2000 | PF OMI Strasbourg | PF OMI Strasbourg | |
| REGION FRANCHE-COMTE | | | | |
| | 1800 | personnes | | |
| Doubs (25) | 1000 | | PF SSAE Besançon | Mai-juin 2005 |
| Haute-Saône (70) | 200 | | PF SSAE Besançon, déplacement du public | Sept-Oct 2005 |
| Jura (39) | 200 | PF D.D.A.S.S Lons le Saulnier | PF D.D.A.S.S Lons le Saulnier | |
| Territoire de Belfort (90) | 400 | | PF ASSFAM, Belfort | Mai-juin 2005 |
| REGION BOURGOGNE | | | Création d'une structure O.M.I. à Dijon (Côte d'Or) | |
| | 1500 | personnes | | |
| Côte-d'Or (21) | 600 | | PF OMI Dijon | Oct-nov 2005 |
| Nièvre (58) | 100 | | PF OMI Dijon, déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Saône et Loire (71) | 400 | | PF OMI Dijon, déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Yonne (89) | 400 | | PF OMI Dijon, déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| REGION CENTRE | | | Création d'une structure O.M.I. à Orléans (Loiret) | |
| | 2700 | personnes | | |
| Cher (18) | 100 | | PF OMI Orléans, déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Eure-et-Loir (28) | 400 | | PF OMI Montrouge, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| Indre (36) | 100 | | PF OMI Orléans, déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Indre-et-Loire (37) | 600 | | PF OMI Orléans, déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Loiret (45) | 1200 | | PF OMI Orléans | Oct-nov 2005 |
| Loir-et-Cher (41) | 300 | | PF OMI Orléans, déplacement du public | Oct-nov 2005 |

| Flux annuels prévisibles 2005 | | Départements couverts au 31/12/2004 | Situation au 31/12/2005 | Date de démarrage |
|--------------------------------|-----------|--------------------------------------|--|-------------------|
| REGION PAYS DE LA LOIRE | | | | |
| 2300 | personnes | | | |
| Loire-Atlantique (44) | 1000 | PF OMI Nantes | PF OMI Nantes | |
| Maine-et-Loire (49) | 500 | | PF OMI Nantes, déplacement du public | Mai-juin 2005 |
| Mayenne (53) | 100 | | PF OMI Rennes, déplacement du public | Mai-juin 2005 |
| Sarthe (72) | 500 | PF D.D.A.S.S Le Mans | PF D.D.A.S.S Le Mans | |
| Vendée (85) | 200 | PF OMI Nantes, déplacement du public | PF OMI Nantes, déplacement du public | |
| REGION HAUTE-NORMANDIE | | | | |
| 1600 | personnes | | | |
| Eure (27) | 300 | | PF SSAE Rouen, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| Seine-Maritime (76) | 1300 | | PF SSAE Rouen | Mai-juin 2005 |
| REGION BASSE-NORMANDIE | | | | |
| 500 | personnes | | | |
| Calvados (14) | 200 | | PF SSAE Caen | Mai-juin 2005 |
| Manche (50) | 100 | | PF SSAE Caen, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| Orne (61) | 200 | | PF SSAE Caen, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| BRETAGNE | | | | |
| 1300 | personnes | | Création d'une structure O.M.I. à Rennes (Ille-et-Vilaine) | |
| Côte-d'Armor (22) | 200 | | PF OMI Rennes, déplacement du Public | Oct-nov 2005 |
| Finistère (29) | 300 | | PF OMI Rennes, déplacement du Public | Oct-nov 2005 |
| Ille-et-Vilaine (35) | 600 | PF OMI Rennes | PF OMI Rennes | |
| Morbihan (56) | 200 | | PF Rennes, déplacement du Public | Oct-nov 2005 |
| REGION POITOU CHARENTES | | | | |
| 1100 | personnes | | | |
| Charente (16) | 300 | | PF D.D.A.S.S Poitiers, déplacement du Public | Sept-oct 2005 |
| Charente-Maritime (17) | 300 | | PF D.D.A.S.S Poitiers, déplacement du Public | Sept-oct 2005 |
| Deux-Sèvres (79) | 200 | | PF D.D.A.S.S Poitiers, déplacement du Public | Sept-oct 2005 |
| Vienne (86) | 300 | PF D.D.A.S.S Poitiers | PF D.D.A.S.S Poitiers | |

| | Flux annuels prévisibles 2005 | Départements couverts au 31/12/2004 | Situation au 31/12/2005 | Date de démarrage |
|---------------------------|-------------------------------------|--|---|----------------------|
| REGION AQUITAINE | | | Création d'une structure O.M.I à Bordeaux (Gironde) | |
| | 2200 | personnes | | |
| Dordogne (24) | 200 | | PF OMI Bordeaux, déplacement du public | Oct-nov 2005 |
| Gironde (33) | 1200 | PF D.D.A.S.S. Bordeaux | PF OMI Bordeaux | |
| Landes (40) | 100 | | PF SSAE Pau, déplacement du public | Mai-juin 2005 |
| Lot-et-Garonne (47) | 300 | | PF SSAE Agen | Mai-juin 2005 |
| Pyrénées-Atlantiques (64) | 400 | | PF SSAE Pau | Mai-juin 2005 |
| REGION LIMOUSIN | | | | |
| | 750 | personnes | | |
| Corrèze (19) | 200 | | PF D.D.A.S.S. Clermont, déplacement du public | Nov-déc 2005 |
| Creuse (23) | 50 | | PF D.D.A.S.S. Clermont, déplacement du public | Nov-déc 2005 |
| Haute-Vienne (87) | 500 | | PF D.D.A.S.S. Clermont, déplacement du public | Nov-déc 2005 |
| REGION AUVERGNE | | | | |
| | 950 | personnes | | |
| Allier (03) | 200 | | PF D.D.A.S.S. Clermont, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| Puy-de-Dôme (63) | 600 | | PF D.D.A.S.S. Clermont, | Mai-juin 2005 |
| Cantal (15) | 50 | | PF D.D.A.S.S. Clermont, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| Haute-Loire (43) | 100 | | PF D.D.A.S.S. Clermont, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| REGION RHONE-ALPES | | | | |
| | 9600 | personnes | | |
| Ain (01) | 800 | PF O.M.I. Lyon, déplacement du Public | PF O.M.I. Lyon, déplacement du Public | |
| Ardèche (07) | 200 | | PF SSAE Valence, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| Drôme (26) | 500 | | PF SSAE Valence | Mai-juin 2005 |
| Haute-Savoie (74) | 1000 | | PF OMI Grenoble, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| Isère (38) | 1600 | PF OMI Grenoble | PF OMI Grenoble | |
| Loire (42) | 1000 | PF D.D.A.S.S St Etienne | PF D.D.A.S.S St Etienne | |
| Rhône (69) | 4100 | PF OMI Lyon | PF OMI Lyon | |
| Savoie (73) | 400 | | PF OMI Grenoble, déplacement du public | Avril-mai 2005 |

| | Flux annuels prévisibles 2005 | Départements couverts au 31/12/2004 | Situation au 31/12/2005 | Date de démarrage |
|------------------------------------|-------------------------------------|--|---|----------------------|
| REGION P.A.C.A. | | | | |
| | 10500 | personnes | | |
| Alpes de Haute Provence (04) | 200 | PF OMI Marseille | PF DDASS Digne les Bains | Sept-oct 2005 |
| Alpes-Maritimes (06) | 2700 | PF OMI Nice | PF OMI Nice | |
| Bouches-du-Rhône (13) | 5200 | PF OMI Marseille | PF OMI Marseille | |
| Hautes-Alpes (05) | 100 | | PFA D.D.A.S.S. Digne les Bains, déplacement du public | Sept-oct 2005 |
| Var (83) | 1200 | | PF D.D.A.S.S. Toulon | Mai-juin 2005 |
| Vaucluse (84) | 1100 | | PF OMI Marseille, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| REGION LANGUEDOC ROUSSILLON | | | | |
| | 4130 | personnes | | |
| Aude (11) | 300 | PF D.D.A.S.S Carcassonne | PF D.D.A.S.S Carcassonne | |
| Gard (30) | 1300 | | PF OMI Montpellier, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| Hérault (34) | 2000 | PF OMI Montpellier | PF OMI Montpellier | |
| Lozère (48) | 30 | | PF OMI Montpellier, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| Pyrénées Orientales (66) | 500 | | PF SSAE Perpignan | Mai-juin 2005 |
| REGION MIDI-PYRENEES | | | | |
| | 3100 | personnes | | |
| Lot (46) | 100 | | PF OMI Toulouse, déplacement du public | Mai-juin 2005 |
| Aveyron (12) | 200 | | PF SSAE Rodez | Mai-juin 2005 |
| Tarn-et-Garonne (82) | 300 | | PF OMI Toulouse, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| Gers (32) | 100 | | PF OMI Toulouse, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| Tarn (81) | 300 | PF D.D.A.S.S Carmaux | PF D.D.A.S.S Carmaux | |
| Haute-Garonne (31) | 1900 | PF OMI Toulouse | PF OMI Toulouse | |
| Ariège (09) | 100 | | PF OMI Toulouse, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| Hautes-Pyrénées (65) | 100 | | PF SSAE Pau, déplacement du public | Avril-mai 2005 |
| REGION CORSE | | | | |
| | 700 | personnes | | |
| Corse du Sud (2A) | 300 | | PF D.D.A.S.S. Ajaccio | Nov-déc 2005 |
| Haute-Corse (2B) | 400 | | PF D.D.A.S.S. Bastia | Nov-déc 2005 |
| REGION GUYANE | 1400 | | PF Cayenne | Sept-oct 2005 |
| REGION REUNION | 600 | | Convention avec partenaires locaux | déc-05 |
| REGION MARTINIQUE | 100 | | Convention avec partenaires locaux | déc-05 |
| REGION GUADELOUPE | 1000 | | Convention avec partenaires locaux | déc-05 |

* sous réserve des possibilités du FASILD

PF OMI = Locaux O.M.I. et personnel O.M.I.

PF D.D.A.S.S. = Locaux recherchés par les D.D.A.S.S et personnel O.M.I.

PF S.S.A.E/A.S.S.F.A.M. = Locaux SSAE/ASSFAM et personnel SSAE/ASSFAM

AGENCE NATIONALE DE L'ACCUEIL DES ETRANGERS
 ET DES MIGRATIONS
 PROPOSITION D'EXTENSION DU CONTRAT D'ACCUEIL ET
 D'INTEGRATION

Implantation pour 2005, et à titre transitoire, des plates formes
 d'accueil

- PFA locaux OMI
- PFA locaux proposés par les DDASS
- PFA locaux SSAE

